



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2850
17 mars 2023
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Retraites

Ce que le pouvoir fait, la rue peut le défaire!



Strasbourg, le 11 mars.

Banques

**Bug dans la
machine à profits**

Page 8

Macron-Sunak

**Accord entre
brigands**

Page 16

Paris 2024

**Le business des
Jeux olympiques**

Page 7

Retraites

- La grève, arme des travailleurs 3
- Macron, les directions syndicales et la classe ouvrière 3
- Vote bloqué au Sénat 3
- SNCF 4
- Éboueurs 4
- Au Sénat, nouvelles attaques 4

Leur société

- IVG dans la Constitution: des mots, toujours des mots 5
- Médicaments psychotropes: enfance en danger! 5
- AVC: économies aux dépens des victimes 5
- Sûreté nucléaire: les salariés sont contre 6
- Cité de la Pierre-Plate – Bagneux: démolition sans relogement 6
- Nos lecteurs écrivent: rénovation chaotique d'une cité ouvrière 6
- Paris 2024: populaires, les Jeux? 7
- CAC40: vol à grande échelle 7
- Dividendes: parasitisme des actionnaires 7
- SNCF: en France aussi, les trains déraillent 12
- Dassault: des profits avec la guerre 12
- Mayotte: la chasse aux pauvres 12
- Vingt-deux morts au large de Madagascar 12

Dans le monde

- Silicon Valley Bank: vers une crise bancaire mondiale? 8
- Les États face à la crise du capitalisme 8
- Iran-Arabie saoudite: affrontement et complicité 9
- Océan pacifique: préparatifs guerriers 9
- France 2 relaie le Pentagone 9
- Grèce: la colère de la rue 10
- Syrie et Turquie: l'inaction des dirigeants occidentaux 10
- Jean-Paul II: la loi du silence 10
- Grande-Bretagne: haro sur les migrants 16
- Macron-Sunak: accord de brigands 16

Il y a 80 ans

- Italie: mars 1943, les ouvriers montrent la voie 11

Dans les entreprises

- Tereos 13
- Nestlé-Buitoni 13
- RATP – Stations 13
- Tarifs SNCF 13
- Fonderie Lorraine 14
- Novares – Libercourt 14
- Dans les bulletins LO 14
- Airbus Helicopters Marignane 15

Agenda

- Fêtes de Lutte ouvrière 3
- Fête de Presles 16

Macron est pressé d'en finir ? On continue !

Le 11 mars, 195 sénateurs grassement payés, aux longues siestes digestives et au régime de retraite exceptionnellement généreux, ont voté pour reculer l'âge de la retraite de 36 millions de travailleurs. Mercredi 15 mars, alors qu'une nouvelle journée de manifestations et de grèves était en cours, une Commission mixte paritaire devait finaliser le texte avant qu'il soit présenté, dès le lendemain, à l'Assemblée nationale.

Le principal suspense consistait à savoir si Borne trouverait une majorité pour voter le texte ou choisira de dégainer le 49.3. La belle affaire ! 49.3 ou pas, l'adoption de cette loi contre l'opposition quasi unanime du monde du travail est un passage en force, un bras d'honneur à l'encontre de tous les travailleurs.

C'est la preuve, s'il en était besoin, que le gouvernement est féroce antiouvrier. Si Macron, ses ministres et ses députés sont, pour la plupart, étrangers au milieu ouvrier, ils ont des yeux et des oreilles. Ils voient et entendent les difficultés et les attentes du monde du travail. Ils ont les chiffres des tendinites, des lombalgies, des accidents du travail et des burn out. Ils ont les chiffres de ceux qui meurent quelques mois après avoir pris leur retraite.

Ils savent que le patronat pousse hors des entreprises les travailleurs anciens qui, en général, coûtent plus cher et sont moins corvéables que les plus jeunes. Ils savent combien de travailleurs et de retraités recourent à l'aide alimentaire pour se nourrir, combien sont mal logés, combien ne peuvent pas se chauffer.

Ils savent aussi, et bien mieux que nous, les milliards qui coulent à flots dans les caisses du grand patronat. Ils savent que les salaires n'ont pas augmenté au rythme des profits et qu'ils n'ont même pas suivi l'inflation. Ils savent que le déficit des caisses de retraite est une paille dans l'océan de profits et de dividendes versés à quelques-uns.

Ils connaissent les groupes capitalistes qui ont profité de l'inflation pour augmenter leurs marges et réaliser des surprofits dans l'alimentaire, par exemple. S'ils voulaient agir contre les profiteurs de guerre, ils pourraient le faire, ils ont leurs noms. Eh bien non, c'est aux travailleurs qu'ils en font baver !

Réduire au maximum la part de richesses qui revient aux classes populaires pour augmenter celle de la bourgeoisie est la feuille de route de tous les gouvernements, quels que soient le pays et l'étiquette politique. Pour le monde bourgeois, c'est une nécessité pour tenir son rang dans la

jungle mondiale qu'est aujourd'hui le capitalisme en crise.

Alors oui, les gens que nous avons en face de nous sont certes une minorité de privilégiés, mais ils n'en sont pas moins déterminés. Alors, à nous, à notre camp de trouver la même détermination pour imposer nos intérêts de travailleurs !

Après deux mois de mobilisation et face au risque d'usure, tout le monde comprend qu'il faudrait passer au stade supérieur, c'est-à-dire à la grève. Seuls certains secteurs s'y sont lancés: la SNCF, la RATP, EDF, certaines raffineries, les éboueurs de certaines villes ou encore des enseignants. Ils contribuent à maintenir la pression sur le gouvernement et le grand patronat et à créer une agitation qui encourage la mobilisation, mais ils ne l'emporteront pas tout seuls.

Pour forcer Macron à reculer, il est nécessaire que ces grèves fassent tache d'huile. Bien sûr, faire grève a un coût. Mais la passivité nous coûte bien plus cher, car se résigner, c'est se condamner aux bas salaires et à une société de plus en plus injuste, barbare et guerrière. Il ne faut pas l'accepter et la mobilisation actuelle montre que des millions de femmes et d'hommes ne l'acceptent plus.



Grâce à notre action collective, nous avons commencé à construire un rapport de force face au gouvernement et au grand patronat. Beaucoup de travailleurs réapprennent à s'exprimer et à agir collectivement. Des liens de solidarité et de confiance se construisent et nombre de travailleurs se sentent plus légitimes que jamais pour revendiquer. Rien que prendre l'habitude de discuter entre nous de tous les problèmes qui se posent, salaires,

horaires, conditions de travail, transport... est une avancée précieuse pour notre camp et un danger pour le patronat. Alors, faisons en sorte que cette agitation continue et se généralise à toutes les entreprises pour réussir à peser sur le patronat et le gouvernement de toutes nos forces, c'est-à-dire par la grève.

Macron espère que l'adoption de la loi sonnera la fin de la mobilisation et le retour au calme dans les entreprises. Il dépend de chacun d'entre nous qu'il en soit autrement.

Le monde du travail est vaste. Il a de la ressource et un carburant inépuisable: celui de la colère. Continuons de l'exprimer ! Entraînons les hésitants et retrouvons-nous encore plus nombreux dans les grèves et les manifestations !

Nathalie Arthaud

La grève, arme des travailleurs

Depuis le début du mouvement sur les retraites, des millions de travailleurs ont participé au moins à une manifestation, à un débrayage voire à une journée de grève.

Ils viennent du public comme du privé, des grandes entreprises comme des plus petites, de Paris comme de la province. Certains sont en CDI mais d'autres en CDD, en intérim ou en stage. Pour beaucoup, c'est leur premier combat. Partout dans les ateliers et les bureaux, les discussions se multiplient et partout les consciences sont en train de changer. Pour tous, les retraites sont la goutte d'eau

de trop, après la flambée des prix et le gel des salaires.

Mais pour faire reculer le gouvernement et le grand patronat, de nombreux travailleurs ressentent que les journées d'action ne suffisent pas et qu'il faudrait passer à la vitesse supérieure. Mais que faire ? Depuis le 7 mars, certains ont décidé de continuer la grève, comme les éboueurs, les cheminots et les raffineurs. Aller vers une grève

de trop, après la flambée des prix et le gel des salaires. Mais pour faire reculer le gouvernement et le grand patronat, de nombreux travailleurs ressentent que les journées d'action ne suffisent pas et qu'il faudrait passer à la vitesse supérieure. Mais que faire ? Depuis le 7 mars, certains ont décidé de continuer la grève, comme les éboueurs, les cheminots et les raffineurs. Aller vers une grève

ingénieurs, conducteurs, informaticiens, caissières, secrétaires, aides-soignants, etc., ils sont à la base du fonctionnement du moindre rouage de la société.

Macron, les directions syndicales et la classe ouvrière

Par une lettre datée du 10 mars, Macron a fermé la porte à l'intersyndicale qui lui avait demandé trois jours plus tôt à « être reçue en urgence ».

Le président persiste donc à faire passer son attaque sur les retraites, sans chercher le consentement d'une partie des confédérations syndicales, comme le font habituellement les gouvernements afin que celles-ci pèsent ensuite de tout leur poids pour faire accepter les reculs aux travailleurs. Il veut montrer au grand patronat qu'il est capable de faire passer ses sales coups, sans faire la moindre concession aux dirigeants syndicaux.

Que Macron daigne ou pas prendre rendez-vous avec Berger et Martinez ne changera rien, ni pour les travailleurs, ni sur l'issue de la lutte. Les confédérations syndicales ont rencontré le gouvernement un grand nombre de fois. Au

bout du compte, cela n'a modifié en rien le contenu de ses attaques.

L'intersyndicale implore aujourd'hui Macron de cesser son obstination car elle craint que cela conduise « à une situation qui pourrait devenir explosive ». Et d'ailleurs, certains responsables parlent de réclamer un référendum sur la question des retraites. Cette proposition serait un piège détournant les travailleurs du seul terrain où ils sont une force, le terrain de la lutte économique et sociale. Dans un référendum, le gouvernement garderait la main sur la formulation de la question et sur les conditions du vote. Les voix des travailleurs seraient mélangées avec celles de ceux qui vivent du travail des

autres. Alors, la seule voie pour gagner serait justement que la colère qui s'est emmagasinée depuis des années chez les travailleurs explose à la figure du gouvernement et du grand patronat !

Avec son arrogance et son intransigeance, Macron a réussi à mobiliser plusieurs millions de travailleurs contre lui. Cela crée un climat qui fait évoluer les consciences et qui renforce les travailleurs dans leur conviction qu'il leur faut se battre pour défendre leurs intérêts, comme on le voit avec la multiplication des grèves sur les salaires.

Bien plus que d'hypothétiques réunions entre dirigeants syndicaux et Macron, c'est ce réveil de la combativité et de la conscience des travailleurs qui sera déterminant.

A. L.



Le 7 mars à Paris.

pendant toute la semaine. Elle leur donne le temps de s'organiser, de discuter entre eux et de remettre en cause tout ce qui ne va pas. Avec elle, tout devient possible !

Si la force du patronat est de posséder les entreprises, la force des travailleurs est de les faire tourner. Eux qui sont l'immense majorité deviennent 10 000 fois plus puissants que l'infime minorité des capitalistes, quand ils se lancent tous ensemble dans le combat et dans la grève.

Arnaud Louvet

Vote bloqué au Sénat

Le 10 mars, alors que la réforme des retraites était examinée au Sénat, le gouvernement a eu recours à l'article 44.3 de la Constitution pour accélérer son retour à l'Assemblée.

Face à la contestation sociale, il joue manifestement la carte d'un enregistrement rapide de la réforme, dans l'espoir que les travailleurs se démobilisent.

L'article 44.3 permet d'obliger les sénateurs à voter une loi en bloc, par un seul vote et non article par article, d'où le gain de temps. Ce recours a bien entendu provoqué la colère, largement surjouée, d'une partie des sénateurs de gauche, qui parlent de coup de force et de déni de démocratie. Comme si les Chambres législatives en étaient les garantes. Le gouvernement, de son côté, s'est justifié en dénonçant « l'obstruction devenue un choix méthodique », selon les mots du ministre du Travail Olivier Dussopt. En d'autres termes, la scène de l'Assemblée nationale s'est rejouée au Sénat, de façon plus feu-trée tout de même.

Le gouvernement et Macron, aidés par les médias et l'opposition, veulent

faire croire que le vote de leur projet de loi réglera le problème une fois pour toutes alors que l'épreuve de force réelle est ailleurs.

La réforme des retraites est une attaque parmi d'autres, au même titre que l'inflation et la réforme de l'assurance chômage. Leur dénominateur commun est d'appauvrir les classes populaires pour assurer les profits qu'exigent les capitalistes. C'est toute cette offensive qu'il faut arrêter et, par leur rôle dans la société, les travailleurs ont les moyens de le faire en affrontant directement leurs exploitateurs, sans se laisser détourner par l'agitation dans les institutions de l'État.

Et si cette loi est votée, l'exemple du contrat première embauche (CPE), que le Premier ministre de Villepin a dû remballer en 2006 après avoir usé du 49.3, est là pour rappeler que tout se joue alors dans le rapport de force social.

Thomas Baumer

AGENDA

Fêtes de Lutte ouvrière

Angers

Samedi 25 mars
de 16 heures à minuit
Salle Aragon
à Trélazé

Creil

Samedi 25 mars
de 16 heures à minuit
Salle Georges Brassens
à Villers-Saint-Paul

Limoges

Samedi 1^{er} avril
à partir de 15 heures
Espace Detaille
Cité La Bastide

Mulhouse

Dimanche 2 avril
à partir de 11 h 30
Complexe sportif
(CMCAS) à Rixheim



SNCF : le mouvement continue

Les cheminots étaient appelés par l'ensemble des organisations syndicales à une grève reconductible à partir du 7 mars pour le retrait de la réforme des retraites. Ce jour-là, le pourcentage de grévistes atteignait, suivant la CGT, près de 50%.

Si ce taux avait baissé au fil des jours, avant la huitième journée interprofessionnelle du 15 mars, la grève s'était poursuivie dans de nombreux secteurs. Par exemple, à Strasbourg, aucun train ne circulait en gare le 7 mars. À la veille du 15 mars, il n'y avait encore que 35% des trains en circulation. À Lyon, chez les roulants, la grève avait aussi tenu bon. Par exemple, le taux de grévistes déclarés était, chez les conducteurs de ligne de Part-Dieu et Valence de 57% pour lundi 13, 64% mardi 14 et 74% mercredi 15 mars. Dans la région parisienne, les 13 et 14 mars, seul un RER sur deux était assuré sur les lignes B, C et N et deux sur cinq sur la ligne D. Sur Paris Sud-Est, le 14 mars, après

neuf jours de grève, 80% des conducteurs des lignes D et R se déclaraient toujours grévistes.

Bien sûr, à l'échelle nationale, dans bien des secteurs, la grève n'a pas conservé un tel niveau: elle s'est souvent effritée, sans pour autant que cela signifie une coupure, car ceux qui reprennent se sentent toujours partie prenante du mouvement. Des fractions sont restées en grève, en toute conscience, sachant qu'elles étaient une petite partie d'un mouvement bien plus large.

Les assemblées générales quotidiennes n'ont pas connu l'affluence de précédents mouvements et se réduisent souvent au quotidien à quelques dizaines de grévistes, y compris dans les

grandes gares parisiennes. Mais toutes les assemblées générales ont reconduit leur mouvement chaque jour, l'ensemble des militants syndicaux poussant dans ce sens. Et de nombreuses actions, rassemblements interprofessionnels, ou à destination d'usagers ont été organisés, renforçant le moral des participants. Par exemple en gare de Paris Nord, lundi 13 mars au matin, un rassemblement interprofessionnel a regroupé 200 grévistes, cheminots, électriciens, gaziers, éboueurs, hospitaliers et s'est transformé en manifestation dans les locaux d'Engie. À la gare de Paris Saint-Lazare, le lendemain un autre rassemblement a aussi regroupé 200 travailleurs. Des grévistes d'Achères, sur proposition de leur comité de grève, ont participé à une assemblée de cinquante conducteurs RATP du RER A.

Le nombre de grévistes, sans atteindre le chiffre des



Assemblée générale de cheminots à Nantes.

précédentes journées interprofessionnelles, allait sans doute connaître un rebond le 15 mars.

Contrairement au trafic, les discussions vont bon train, partout. Certains expriment leur inquiétude, comme ce mécano de Strasbourg: «Ils sont où les autres? On ne va pas recommencer tout seuls.» Le fait

que la loi soit en passe d'être votée, suscitait aussi des craintes. Mais bon nombre de grévistes savent aussi que même votée, avec ou sans 49-3, la loi peut être retirée si la mobilisation se poursuit et grandit. Des nouvelles assemblées et actions étaient déjà prévues, le mouvement continue.

Christian Bernac

Éboueurs : la réforme à la poubelle!

La grève des éboueurs se poursuivait le 15 mars, à Paris et dans plusieurs autres villes, contre le départ à 59 ans, au lieu de 57 actuellement, prévu par le gouvernement dans le cadre de la réforme des retraites.

«On est déjà bien usés à 55 ans» déclaraient des éboueurs de Saint-Brieuc en grève depuis une semaine, rappelant qu'il faudrait même revenir à 55 ans comme âge de départ à la retraite. Devant cette détermination des grévistes, on assiste depuis plusieurs jours à une campagne contre leur mouvement, comme à chaque fois, pourrait-on dire, que des travailleurs se mettent en grève. Celle-ci est largement relayée dans les médias qui donnent la parole à tous les politiciens ou patrons qui trouvent normal de demander à des

ouvriers dont le travail est usant, car physique et en horaires décalés, de faire deux ans de plus.

Ces aboyeurs se sont relayés en particulier pour s'indigner des risques de santé publique. «À partir du moment où vous avez une concentration de déchets alimentaires en surface, le rat remonte», s'inquiétait Geoffroy Boulard, maire Les républicains du 17^e arrondissement de Paris. «La grève provoque un changement de comportement des rats. Ils vont se balader dans les poubelles, s'y reproduire, laisser leurs urines et déjections», a

déclaré Romain Lasseur, un spécialiste des rats et des espèces envahissantes venu à la rescousse. Julien Devaux, un représentant de la CGT propreté assainissement à la Ville de Paris, faisait cependant remarquer que la grève des éboueurs, en 2019, «avait duré trois semaines, et qu'il n'y avait pas eu de problèmes particuliers avec les rats». Mais qu'importe! Tout est bon pour s'en prendre aux travailleurs qui ne baissent pas la tête. Et les journalistes de multiplier les reportages montrant des restaurateurs affolés de Saint-Brieuc ne sachant que faire de leurs poubelles, et des passants indisposés à la vue des 6 500 tonnes de déchets s'étalant sur les trottoirs de Paris.

Cette grève se voit, et elle pose assurément des problèmes, ce qui est une preuve de plus, s'il en fallait, du rôle indispensable des éboueurs, et des travailleurs en général. Quant à la manière la plus rapide d'en voir la fin, il est simple: il faudrait mettre définitivement cette réforme à la poubelle.

Aline Retesse

Au Sénat, nouvelles attaques et démagogie

Avant la réunion entre sénateurs et députés qui doit mettre au point une version finale de la loi, le gouvernement a applaudi des deux mains un amendement déposé par la droite pour augmenter la durée de résidence en France nécessaire pour avoir droit aux prestations sociales.

Selon cet amendement, il faudrait, dès septembre 2023, avoir résidé en France au moins neuf mois sur douze pour avoir droit au minimum vieillesse, tout comme pour toucher les APL (aides personnalisées au logement) ou le RSA (revenu de solidarité active), contre six ou huit mois requis actuellement.

Les prestations en question se caractérisent déjà par un taux élevé de non-recours; un tiers des foyers éligibles au RSA ne l'ont pas demandé l'an dernier, d'après la Direction statistique du ministère de la Santé (DREES). Quant au gouvernement, il chiffre lui-même les fraudes en question autour de 0,35% des bénéficiaires des allocations familiales. Il s'agit donc bien de montrer du doigt les travailleurs immigrés qui bitument les rues, bâtissent les immeubles et font fonctionner toute la société.

Par ailleurs, mercredi 8 mars, les sénateurs ont voté un amendement concernant les mères de famille qui atteindraient une carrière «complète»

entre 63 et 64 ans, c'est-à-dire qui auraient déjà cotisé 43 ans avant même l'âge de départ.

Ces femmes bénéficieraient alors de 1,25% de surcote par trimestre cotisé en plus, avec un maximum de 5%. Pour une personne ayant commencé à travailler à 20 ans, il faudrait donc qu'elle n'ait eu aucune période de chômage, aucune coupure dans sa carrière, pour en bénéficier.

Cet amendement a été défendu par la droite, qui voulait afficher son «attachement aux mères de famille», et soutenu par le gouvernement. Mais en réalité les mères de famille vont y perdre. Elles ne pourront pas partir plus tôt, sous prétexte d'égalité avec les hommes! Actuellement, les femmes dans les mêmes conditions pouvaient partir à partir de 62 ans avec une surcote de 10%.

Tout cela ne fera pas oublier aux travailleurs comment gouvernants, députés et sénateurs peuvent se mettre d'accord pour aggraver leur sort.

C.L. et M.S.



Les éboueurs de Suez en grève à Saint-Saulve.

IVG dans la Constitution : des mots, toujours des mots

Le 8 mars, lors d'une mise en scène au cours de laquelle il a utilisé sans vergogne la figure de l'avocate Gisèle Halimi, Macron a promis qu'il ferait prochainement figurer la liberté de l'avortement dans la Constitution. Liberté ne veut pas dire droit.

D'ailleurs, ce changement dans les textes n'empêche pas le pouvoir de détruire le système médical.

C'est le Sénat, sous la pression de la droite, qui a tenu à utiliser le terme de liberté et non celui de droit, ce qui offre implicitement la possibilité aux médecins de refuser aux femmes

l'avortement, en invoquant la clause de conscience.

Depuis quinze ans, plus de 180 centres ou services hospitaliers d'IVG ont fermé faute de médecins et de moyens. En conséquence, d'après une étude de la DREES (direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques)



Le 8 mars à Paris.

datant de septembre, le nombre d'IVG pratiquées dans les établissements de santé diminue nettement. Il est passé de 171 000 en 2019 à 146 700 en 2021. Cette baisse est compensée par les IVG réalisées en cabinet, en hausse, mais cela ne peut être qu'au détriment des autres actes médicaux.

Dans tous les cas, les mots comptent de toute façon fort peu, même « gravés

dans le marbre ». Pour s'en convaincre, il suffit de regarder ce qu'affirme la Constitution. Celle de 1946, qui est toujours évoquée comme fondement de l'actuelle, proclame le « droit d'obtenir un emploi ». Les millions de chômeurs peuvent ainsi juger de la consistance du fameux « marbre ». Il y est également proclamé que « la République [...] n'entreprendra aucune guerre dans des vues

de conquête et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple » et que « tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République ».

La seule véritable garantie des droits, toujours précaires tant que subsiste la société d'exploitation, c'est de se battre pour les défendre.

Thomas Baumer

Médicaments psychotropes : société en crise, enfance en danger

Le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA) publie un rapport aux chiffres ahurissants sur la situation des enfants de 6 à 17 ans victimes de souffrance psychique et de troubles psychologiques.

Pour les soigner les médecins leur prescrivent de plus en plus de psychotropes, des médicaments qui agissent sur le psychisme. Entre 2014 et 2021 ces prescriptions ont augmenté de 49% pour les médicaments antipsychotiques, de 63% pour les antidépresseurs et de 155% pour les hypnotiques et sédatifs.

Des dizaines de milliers d'enfants sont concernés, près d'un sur vingt d'après le rapport, qui précise que cette augmentation est beaucoup plus rapide que chez les adultes. En outre, elle est encore plus nette ces dernières années : pour la seule année 2021, en pleine crise du Covid, l'augmentation a été de 224% pour les hypnotiques et de 23% pour les antidépresseurs...

Les prescriptions de psychotropes explosent parce que les enfants sont de plus en plus mal pris en charge. Alors que les autorités de santé recommandent d'abord une prise en charge psychothérapeutique puis seulement ensuite une prise en charge médicamenteuse, c'est l'inverse qui se produit. En effet seuls 30% des enfants voient des pédiatres en ville ou à l'hôpital avec des délais de consultation

au minimum de 6 à 18 mois. Quant aux centres médicaux pédagogiques (CMP) leurs consultations ont été divisées par quatre. On ne comptait plus au 1^{er} janvier 2020 que 597 pédopsychiatres, âgés en moyenne de 65 ans, alors que 420 sont partis en retraite sans être remplacés entre 2010 et 2021.

Pour soulager la situation difficile de leurs enfants et leur famille, les parents en sont réduits à se tourner vers leur généraliste, et celui-ci prescrit des psychotropes faute de pouvoir

leur proposer une prise en charge psychologique. Le rapport dénonce aussi une situation d'autant plus grave que la plupart de ces médicaments psychotropes ne sont pas conçus pour des enfants et n'ont pas obtenu d'autorisation de mise sur le marché en pédiatrie. Ils sont donc proposés de façon inappropriée dans 40% des cas en ville et jusqu'à 94% à l'hôpital...

Au final, le rapport note « une aggravation de l'état de santé des enfants... une augmentation des hospitalisations en urgence et des suicides ». C'est le résultat inévitable d'une politique d'austérité qui concerne aussi bien les structures pédiatriques que l'ensemble



LP PHILIPPE LAVIEILLE

de la santé, hôpitaux, cliniques et médecine de ville. La crise du Covid qui a bien sûr bouleversé la vie de millions d'enfants, et même aujourd'hui la guerre en Ukraine peuvent contribuer à expliquer cette situation, mais c'est dans la casse de

la médecine et le manque de moyens pour prendre en charge ces enfants qu'il faut en chercher les véritables causes. Une société incapable de soigner ses enfants est une société vraiment malade.

Cédric Duval

AVC : économies aux dépens des victimes

Depuis le 1^{er} mars, un dispositif médical spécifique, qui permet à des équipes hospitalières spécialisées en neurochirurgie et chirurgie neurovasculaire d'intervenir en urgence pour réduire la mortalité ou les séquelles consécutives à un accident vasculaire cérébral (AVC), n'est plus remboursé aux hôpitaux.

Ce dispositif, un cathéter permettant de retirer par aspiration, en passant par l'aïne, le caillot

bouchant l'artère cérébrale est facturé 1500 euros aux hôpitaux.

Des sociétés médicales et de nombreux médecins, dont les spécialistes de la Fondation Rothschild, dénoncent depuis quelques semaines la décision de la Direction générale des soins du ministère de la Santé de dérembourser ces cathéters.

Priver un tel établissement, réalisant en moyenne 300 de ces opérations par an, de la prise

en charge financière du dispositif revient à lui supprimer 450 000 euros, selon l'estimation de la Fondation Rothschild. Une trentaine d'autres établissements aptes à réaliser ces opérations sont eux aussi fragilisés par ce dérembourcement.

Les AVC frappent plus de 150 000 personnes chaque année dans le pays et, depuis plusieurs années, la Haute autorité de santé a publié des directives encourageant le

développement de cette technologie. Mais la politique criminelle d'économies sur les dépenses dans le domaine de la santé entre en contradiction avec le progrès scientifique.

Ce que des équipes innovantes, dévouées, dotées du matériel adéquat peuvent faire gagner en espérance de vie aux patients, risque de se traduire pour eux en « perte de chance ».

Viviane Lafont

Sûreté nucléaire : les salariés contre le projet gouvernemental

Le 13 mars, pour la troisième fois en un mois, plusieurs centaines de salariés de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) sur près de 1 800 ont manifesté contre le projet du gouvernement de fusionner leur établissement avec l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Le gouvernement veut construire des centrales nucléaires, et rapidement. Il a donc décidé d'avoir les coudées franches. Maniant comme à l'accoutumée la langue de bois, assurant « renforcer les compétences » et « augmenter les synergies », le communiqué du ministère de la Transition énergétique est clair : il s'agit de « fluidifier les processus d'examen technique et de prise de décision de l'ASN pour répondre au volume croissant

d'activités lié à la relance de la filière nucléaire souhaitée par le Gouvernement ». Les choses sont dites : au moment où Macron annonce la relance du nucléaire, les experts de l'IRSN ne sont pas les bienvenus, du fait de leurs analyses détaillées, de leurs avis précautionneux et de la relative indépendance de leur organisme.

L'IRSN fonctionne, à près de 25 %, avec des crédits provenant des exploitants nucléaires – EDF, Orano

ex-Areva ou l'Andra (gestion des déchets radioactifs) –, le reste étant essentiellement constitué de subventions publiques. Mais il est probable que la structure de l'ASN, chapeauté par cinq commissaires nommés par décret, dont trois directement sous l'autorité du président de la République, assure plus facilement à ce dernier l'adhésion souhaitée. Selon un représentant CGT de l'IRSN, la « fusion est un retour 25 ans en arrière » pour les salariés qui craignent « une pression pour rendre des avis techniques qui ne seraient plus adaptés à ce que voudrait l'Autorité [...] voire l'exploitant ».

Au moment où le gouvernement envisage sérieusement de prolonger la durée de vie des centrales nucléaires vieillissantes, c'est loin d'être anodin.

Une chargée de mission a cité l'exemple d'un réacteur mis à l'arrêt par EDF pour cause de corrosions sous contrainte. L'avis de l'IRSN était de ne pas le redémarrer sans avoir réparé les fissures, les conditions de sûreté n'étant pas garanties. Elle redoutait d'être à l'avenir forcée de taire sa position, ajoutant « c'est un accident nucléaire qu'on peut craindre ». C'est d'ailleurs à la suite d'avis de l'IRSN

qu'une partie du parc nucléaire a été mis à l'arrêt. Les incidents se multiplient, vu l'âge des réacteurs, y compris dans des installations relativement récentes comme la centrale de Penly. La politique d'économies des exploitants, comme le projet gouvernemental, ont toutes les raisons d'inquiéter les salariés chargés de la sûreté des installations, et, partant, de la population. Ils peuvent également craindre, avec ce projet de fusion de l'IRSN et de l'ASN, des risques pour la sécurité publique, mais aussi de suppressions d'emplois.

Viviane Lafont



Manifestation des salariés de l'IRSN, le 20 février.

Cité de la Pierre-Plate – Bagneux : démolition sans relogement

La cité de la Pierre-Plate, à Bagneux dans les Hauts-de-Seine, est en cours de démolition-rénovation dans le cadre d'une vaste opération immobilière avec l'arrivée, à ses portes, des lignes 4 du métro et 15 du Grand Paris express.

Formée de barres d'immeubles de treize étages datant des années 1960, cette cité abrite près de 2 000 personnes. La démolition se fait alors qu'elle est encore en partie habitée. Une première barre a été détruite en 2021, une autre le sera prochainement. En février, les entrées 8 à 10 de la barre Debussy ont été écroulées sans évacuation de la totalité des habitants de la partie restante du bâtiment, faute de propositions décentes. Ceux qui sont restés ont subi de terribles secousses, des nuages de poussière et bien sûr un bruit infernal. Ce sont souvent des familles avec enfants à qui il a seulement été proposé de se réfugier dans les locaux du centre socio-culturel à cent mètres, dans un espace sommaire. Tout le quartier a été sous la poussière... y compris la crèche toute proche et l'arroseur, censé limiter les poussières, est arrivé avec deux jours de retard.

Le bailleur Segens, qui mène lui-même les démolitions, refuse de fournir l'expertise sur l'amiante et même d'arrêter les travaux quand les poussières rendent l'atmosphère irrespirable. C'est lui aussi qui a sous-traité les réhabilitations des barres restantes ; plusieurs malfaçons graves ont été constatées, sur les VMC (les ventilations) et les évacuations d'eau rendant la vie difficile.

Ni le bailleur, prétendument social, ni les services de l'État, ni même ceux de la mairie PCF, qui participent tous au financement du projet immobilier, ne veulent entendre les résidents. Il semble que la hausse des prix des logements consécutifs à l'arrivée du métro à Bagneux et les opérations financières en cours comptent plus que la vie des familles de travailleurs des barres de la Pierre-Plate.

Correspondant LO



La barre Debussy.



Nos lecteurs écrivent Rénovation chaotique d'une cité ouvrière

J'habite depuis plus de vingt ans à la cité des Hongrois à Saint-Chamond, dans la Loire, un ensemble d'immeubles bien vétustes datant de 1924.

Après des années de protestation, de courriers à l'office HLM Habitat et Métropole, qui gère la résidence, et d'articles dans la presse locale, des travaux de rénovation ont enfin commencé. Les portes et fenêtres sont en train d'être changées... mais pas dans tous les appartements. Dans une des barres de la résidence, deux logements, pourtant occupés, ne seront même pas rénovés, toute une allée étant laissée à l'abandon. Des rumeurs courent sur le fait qu'il y aurait un projet immobilier pour la transformer en bureaux pour des entreprises. Alors que bien des travailleurs n'ont pas de logement, cette situation me révolte : l'évidence serait de rénover tous les appartements afin de loger le maximum de familles. Petit détail, mais qui compte, les pigeons, confortablement installés sur les balcons abandonnés, mourront aussi continuer à salir

la façade de leurs fientes.

Côté qualité, dans les appartements où les travaux ont été effectués, on ne compte plus les défauts. Ce n'est pas la faute des ouvriers, qui ne sont pas assez nombreux et n'ont pas les moyens de bien faire leur travail. Comme souvent sur les chantiers, l'ordre des travaux n'a pas été logique : la rénovation des salles de bain a été faite avant la pose de la VMC (la ventilation), ce qui a abîmé la peinture. Les ouvriers, souvent en situation précaire, font comme ils peuvent pour rattraper les bourdes ou les retards, notamment imposés par un prestataire. Les excuses présentées par le bailleur social à ce propos agacent les locataires, qui subissent depuis des années le manque d'entretien. Si un jour ils peuvent enfin profiter du confort minimal que l'on peut attendre quand on paie son loyer, on voit ici que les cités ouvrières n'ont jamais le même traitement que les immeubles de standing.

Une habitante de la cité des Hongrois

Paris 2024 : populaires, les Jeux ?

« Nous sommes en passe de réussir », a fanfaronné Emmanuel Macron à propos des Jeux olympiques de Paris 2024. Le 14 mars, à 500 jours du coup d'envoi, il a reçu à déjeuner les responsables de la trentaine d'entreprises partenaires et a fait un point d'étape. Pour un pouvoir en difficulté sur la réforme des retraites, ce non-événement, complaisamment relayé par les médias, tombait à pic.

Partout dans le monde, les populations sont de plus en plus réticentes voire hostiles à l'organisation chez elles de JO et à la gabegie d'argent public qu'ils représentent, alors que tant de besoins essentiels ne sont pas satisfaits. Les JO sont des mannes pour les entreprises du BTP, de l'hôtellerie, de la restauration, de la sécurité, de l'informatique, etc. Et ce sont les collectivités locales et les États, et donc les contribuables, qui paient la facture. Aussi, pour faire accepter les JO de Paris au public, le gouvernement et la mairie les ont vendus comme « populaires », « pour tous », « écologiques », et surtout « bon marché ».

Ces dernières semaines, ce conte de fées a commencé à être écorné lors de la vente d'un tiers des 10,5 millions

de billets. Le Comité d'organisation (COJO) avait vanté la vente de places à 24 euros, en réalité, moins de 10% du total des billets. Comme les acheteurs en ont fait l'expérience, pour assister à une compétition de judo ou d'escrime, mieux valait compter 100 euros. Pour une épreuve de gymnastique, un journaliste de *Ouest-France* n'a pas trouvé de place à moins de 260 euros; et pour l'athlétisme, il fallait en compter 690. Sur les réseaux sociaux et dans la presse, les témoignages se multiplient, sur des paniers dépassant les 600 euros pour un couple et 1 500 euros pour une famille, sans compter les frais de transport et d'hébergement. Des places à 24 euros existaient bien, pour l'aviron, le marathon et la marche – des épreuves lors desquelles le



Le centre olympique aquatique de Saint-Denis en construction.

spectateur ne voit pas grand-chose, sauf à rester devant son poste de télévision.

C'est qu'il faut que la billetterie rapporte. Toutes les éditions précédentes des JO ont explosé les budgets prévisionnels, et Paris 2024 ne devrait pas faire exception. De vastes équipements sont en construction. Le COJO insiste sur le fait que, à l'instar du village olympique des athlètes, censé devenir ensuite un quartier d'habitation entre Saint-Denis et Saint-Ouen, tous les équipements seront utiles après les JO pour les populations locales. On peut être sceptique.

Par exemple, un centre aquatique olympique est construit à Saint-Denis, pour accueillir les épreuves de water-polo, de plongeon et de natation artistique. Il s'agit d'un immense bâtiment de 30 mètres de haut, face au Stade de France. Il va coûter au bas mot 174 millions d'euros, soit l'équivalent d'une douzaine de piscines municipales. Les enfants et les habitants de la commune et du département pourront-ils l'utiliser après les JO ? À quel prix ? Les choses ne sont pas claires. Pourtant, à Saint-Denis, 72 groupes scolaires doivent aujourd'hui

se partager une seule piscine. La Seine-Saint-Denis ne compte que 36 bassins pour 1,6 million d'habitants et il n'est pas étonnant que la moitié des enfants ne savent pas nager quand ils arrivent au collège. Plus généralement, en France, plus d'un tiers des 300 000 équipements sportifs ont au moins 40 ans, et c'est le cas de 62% des piscines publiques.

Alors, pour le « sport pour tous », il faudra patienter: les quelque 5 milliards que vont coûter ces Jeux iront d'abord au sport business, et même au business tout court.

Michel Bondelet

Profits capitalistes: vol à grande échelle

Les plus grands groupes français ont annoncé près de 150 milliards d'euros de bénéfices net cumulés pour 2022. C'est un résultat proche du record de 2021, et qui n'est une bonne nouvelle que pour les actionnaires parasites.

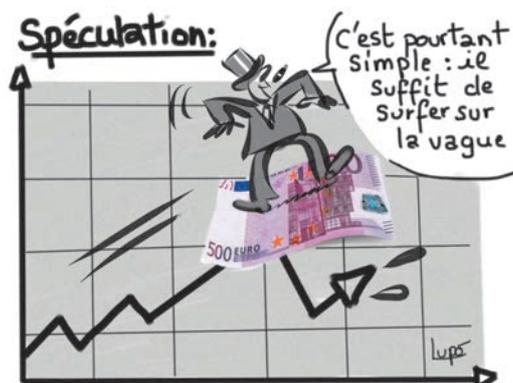
En 2022, les bénéfices ont continué à flamber. Le secteur de l'énergie a récupéré 23 milliards d'euros de bénéfices, en hausse de 14% sur un an, avec notamment les chiffres spectaculaires de TotalEnergies, et la hausse de 79% de ceux d'Engie. Ces capitalistes s'enrichissent directement de la hausse des prix de l'énergie, pillant l'ensemble de la société. Les autres capitalistes répercutent ces hausses et en profitent pour gonfler leurs prix. Les seuls qui ne peuvent les répercuter sur personne sont les travailleurs.

Mais c'est en dehors du CAC 40 que l'on trouve le véritable record annuel et historique. Le groupe de transport de marchandises CMA GM, qui n'est pas coté

en Bourse, a récupéré 23,5 milliards d'euros de bénéfices net.

Dans le palmarès du CAC 40, ceux qui vivent des commandes militaires d'État ne sont pas en reste. Dassault empoche près d'un milliard d'euros de bénéfices, en hausse de 20%. Safran a augmenté les siens de 55%, avec 1,18 milliard. Airbus Group les a accrus de 15,6%, pour un montant de 5,6 milliards. Les 100 milliards d'euros de dépenses militaires supplémentaires viendront encore grossir les bénéfices de ces capitalistes.

Pour se gaver ainsi, les capitalistes se servent de la



dictature qu'ils imposent à toute la société, arrachant une part de plus en plus grande des richesses produites par les travailleurs. Cela se fait par l'exploitation, les cadences en hausse et l'inflation, qui amenuise de plus en plus la valeur réelle des salaires. Mais ce sont aussi toutes les dépenses publiques qui sont sacrifiées, dont celles pour les retraites, pour servir directement le capital.

Charles Legoda

Dividendes: parasitisme des actionnaires

Au moment des annonces des bénéfices net du CAC 40, différents journaux se sont penchés sur l'utilisation de ces milliards d'euros. En 2022, les bénéfices et les dividendes versés aux actionnaires atteignaient un montant record. Les trois quarts des entreprises du CAC 40 ont annoncé qu'elles augmenteraient encore les dividendes en 2023.

Mais il n'y a pas que les dividendes qui permettent d'enrichir les actionnaires. De plus en plus d'entreprises choisissent de racheter leurs propres actions. Cela réduit le nombre de celles qui sont en circulation et augmente leur rendement. Le but est de faire monter le cours en Bourse de l'entreprise.

D'après une étude de BNP Paribas, entre 2021 et 2022, les rachats d'actions ont doublé en Europe, leur montant passant de 84 à 161 milliards d'euros. Pour



2023, TotalEnergies prévoit déjà de dépenser pour cela 2 milliards d'euros, et Stellantis 1,5 milliard.

La sueur des travailleurs est ainsi dilapidée dans des activités financières parasitaires, pour faire monter artificiellement des cours en Bourse et enrichir les actionnaires.

C. L.

Silicon Valley Bank: vers une crise bancaire mondiale?

Vendredi 10 mars, les autorités américaines ont fermé la Silicon Valley Bank (SVB), seizième établissement bancaire du pays. Cette faillite, la plus importante dans ce secteur depuis la crise de 2008, menace de provoquer une crise financière internationale.

de difficultés à se financer. D'autre part, un changement de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) a encore aggravé ces difficultés. En un an, les taux d'intérêt auxquels elle prête de l'argent sont passés de 0 % à plus 4,5 %.

La SVB a donc eu des difficultés à financer les retraits massifs de ses clients à cours de liquidités, vu la crise du secteur des hautes technologies.

Obligée de vendre ses actifs dans des conditions défavorables, elle s'est retrouvée dans le rouge. L'annonce de ses pertes a suscité l'affolement : en une journée, 42 milliards de dollars d'ordres de retrait ont été passés, acculant la SVB à la faillite le jeudi 9 mars.

Le lendemain, les autorités américaines annonçaient la fermeture de la banque tout en déclarant garantir l'ensemble des dépôts. Dimanche 12 mars, craignant l'extension de la panique, la Fed s'est engagée à prêter des fonds à toutes les banques qui feraient face à d'importants retraits, car le risque est, comme en 2008, celui d'une faillite en chaîne. Si celle-ci est évitée, ce sera au prix d'un accroissement de la dette des États qui se porteront au secours des banques, comme Joe Biden vient de s'y engager. Au final, les populations paieront le prix de cette garantie donnée « quoi qu'il en coûte » à la rentabilité du capital.

Joséphine Sina

Les États face à la crise du capitalisme

Les faillites de la Silicon Valley Bank (SVB) et de deux autres banques américaines ont fait souffler un vent de panique sur les places boursières mondiales. En deux séances, entre vendredi 10 et lundi 13 mars, la baisse des cours a fait disparaître 465 milliards de dollars.

Les valeurs bancaires ont connu les plus fortes chutes. À Paris, BNP Paribas et Société Générale ont dévissé de plus de 10 %. En une semaine, elles ont effacé respectivement près de 10 milliards et 2,5 milliards d'euros de capitalisation.

Ces turbulences boursières reflètent la crainte de voir se renouveler une crise du secteur bancaire comparable à celle de 2008, survenue après la faillite de la banque Lehman Brothers. Brutalement, les banques avaient cessé toute activité de prêt, menaçant de provoquer une paralysie totale de l'économie. Les États étaient parvenus à éviter cette faillite généralisée en ouvrant à fond les vannes du crédit et en garantissant ainsi aux banques le secours indéfectible des finances publiques.

Tous les chefs d'État et ministres multiplient maintenant les déclarations rassurantes, assurant qu'il n'y a aucun danger à voir se reproduire une crise comparable à celle de 2008. « Calmez-vous, calmez-vous, et regardez la réalité ! s'est ainsi exclamé lundi 13 mars le ministre des Finances, Bruno Le Maire, le système bancaire français n'est pas exposé à la SVB. Il n'y a pas de liens entre les différentes situations aux États-Unis et en Europe. » Les dirigeants politiques n'ont pas d'autre choix que de multiplier ce type de déclarations pour tenter d'enrayer la panique. Ce faisant, ils montrent surtout combien ils sont conscients de la fragilité de leur système, véritable château de cartes qui ne repose que sur la confiance. Mais en réalité, ils sont bien incapables de faire la moindre prévision.

Depuis des années, les krachs financiers, les crises bancaires et monétaires se succèdent, manifestations d'une crise dans laquelle l'économie capitaliste s'enfonce toujours plus profondément. À chaque fois, les

gouvernements ont répondu en inondant les capitalistes de liquidités, en faisant tourner la planche à billets, creusant ainsi les déficits publics. Si l'argent était gratuit pour les capitalistes, ce n'était pas le cas pour les travailleurs et les classes populaires. Car eux ont payé à chaque fois le prix fort, par l'appauvrissement, l'explosion du chômage, des politiques d'austérité et de régression sociale menées partout, même dans les pays les plus riches.

Loin de résoudre la crise, cette politique n'a fait que l'aggraver, en alimentant la spéculation, les bulles boursières, fragilisant toujours plus l'économie transformée en un vaste casino de la finance et minant cette confiance dans le système qu'un Le Maire voudrait à tout prix restaurer par ses déclarations. Pour freiner cette dangereuse inflation monétaire, la banque centrale américaine, la Fed, a décidé, en mars 2022, de relever les taux d'intérêt de ses prêts. Mais ce resserrement du crédit menace aujourd'hui de provoquer des faillites, comme celle de la SVB, et de plonger l'économie dans une récession.

La banque centrale américaine se retrouve ainsi tiraillée entre deux objectifs contradictoires. Quelle sera la politique monétaire américaine dans les mois à venir ? Même le président de la Fed est bien en peine de le dire aujourd'hui. Cela témoigne du désarroi des dirigeants du monde capitaliste confrontés aux contradictions de leur système et à l'impasse dans laquelle il se trouve plongé.

L'économie est totalement imprévisible car elle est dominée par une classe capitaliste irresponsable, pour laquelle la seule chose qui compte est le maintien et l'augmentation de ses profits immédiats, quoi qu'il en coûte à la société.

Marc Rémy



Des clients de la banque, à Santa Clara en Californie, le 13 mars.

La SVB était spécialisée dans le financement des start-up du secteur des nouvelles technologies. Par définition, il s'agit de jeunes entreprises censées être innovantes et en quête de capitaux pour développer leur activité. Leur financement constitue un marché très spéculatif, qui a attiré beaucoup de capitaux ces dernières années, en particulier pendant la pandémie. En 2021, les actifs de la SVB ont doublé et la banque

est devenue la partenaire de près de la moitié des start-up américaines.

Se retrouvant à gérer d'importantes liquidités, la SVB a cherché à les sécuriser en achetant des bons du Trésor américain, censés assurer la meilleure garantie de stabilité. Mais la banque a été confrontée à deux évolutions qui lui ont été fatales. D'une part, les entreprises de haute technologie, moins prometteuses de profits, ont eu plus

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 230 (mars 2023) :

- Réforme des retraites : vers un réveil de la combativité ouvrière ?
- États-Unis : après les élections de mi-mandat
- Contre la guerre en Ukraine et sa généralisation
- Cryptomonnaies : le capitalisme miné par la spéculation
- Algérie : trois ans après la fin du Hirak, une reprise en main
- Les articles de Karl Marx et Friedrich Engels dans le *New-York Daily Tribune*

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres.



Iran-Arabie saoudite : affrontement et complicité

Les dirigeants de l'Iran et de l'Arabie saoudite, deux puissances régionales du Moyen-Orient qui s'opposent depuis des années dans la guerre du Yémen, viennent de signer, sous le parrainage de la Chine, un accord rétablissant leurs relations diplomatiques.

Pour les commentateurs occidentaux qui ont semblé surpris, cet accord démontrerait le poids grandissant de la Chine au Moyen-Orient. Dans cette région du monde, les dirigeants américains maintiennent depuis des décennies un équilibre instable entre plusieurs puissances régionales, veillant à ce qu'aucune ne prenne trop d'importance, quitte à les affaiblir en encourageant des guerres meurtrières.

Dans ce jeu cynique, les États-Unis dénoncent la République islamique d'Iran comme « l'axe du mal » et font subir à sa population un embargo cruel. Pour contourner ce blocus, les dirigeants iraniens se sont logiquement tournés vers la Chine et la Russie. Cela ne les a pas empêchés de collaborer avec les États-Unis pour restaurer un appareil d'État en Irak, où ils participent au maintien de l'ordre. La monarchie saoudienne, cette dictature réactionnaire dont les dirigeants sont aussi brutaux

et sanguinaires que ceux d'Iran, elle, est une alliée historique des États-Unis. En même temps, les dirigeants saoudiens veulent marquer leur indépendance vis-à-vis de ceux-ci. Après l'embargo américain décidé contre la Russie en février 2022, ils ont refusé de faire baisser les cours du pétrole en augmentant leur production. Le prince Mohamed ben Salman a reçu Xi Jinping en grande pompe et vend du pétrole à la Chine.

Sur la forme, en faisant de Xi Jinping le parrain de leur réconciliation, les dirigeants iraniens et saoudiens cherchent à desserrer l'étau américain. Ils permettent aussi à la Chine de montrer qu'elle compte sur la scène internationale. Mais sur le fond, l'accord Iran-Arabie saoudite ne pose pas de problème aux États-Unis, même s'il inquiète les dirigeants israéliens. Il contribuera, peut-être, à interrompre la guerre qui ravage le Yémen depuis huit ans.



Sanaa, au Yémen, après un bombardement saoudien.

En effet, depuis mars 2015, l'Arabie saoudite, avec la participation des Émirats arabes unis et le soutien militaire et politique sans faille des puissances occidentales, fait la guerre au Yémen, son petit voisin de 28 millions d'habitants. Elle bombarde et occupe des territoires pour empêcher les Houthis, une minorité chiite soutenue par l'Iran, de prendre le pouvoir. L'Arabie saoudite considère le Yémen, riche en pétrole et verrou de la Mer rouge, comme sa chasse gardée. Elle

n'a cessé d'y intervenir pour tenter d'imposer au pouvoir ses hommes liges et contrer ceux qu'elle a présentés, selon les époques, comme les agents de l'Égypte, du Qatar ou de l'Iran. La guerre actuelle aurait fait quelque 400 000 morts, victimes des combats ou de la famine, dont plus de 10 000 enfants. Si elle ne fait pas la Une des médias comme celle en Ukraine, elle fait tout autant le bonheur des marchands d'armes occidentaux, dont les français Dassault et Thales.

La réconciliation publique des dictateurs iraniens et saoudiens sera peut-être l'occasion d'arrêter cette guerre sans vainqueurs, qui entretient l'instabilité de la région. La population yéménite y gagnera peut-être un répit. Mais il n'y aura pas de répit durable pour les peuples du Moyen-Orient tant que s'exercera la domination impérialiste, relayée par les dictatures régionales, avec ou sans l'arbitrage de la Chine.

Xavier Lachau

Océan pacifique : préparatifs guerriers

Depuis la base navale californienne de San Diego, le président américain Biden, le Premier ministre britannique Sunak et son homologue australien Albanese ont lancé le 13 mars la nouvelle phase de leur alliance militaire.

Les trois pays développeront ensemble et construiront dans leurs arsenaux respectifs un nouveau type de sous-marin d'attaque à propulsion nucléaire (SNA). La série est baptisée SNN Aukus, comme l'alliance Australie-UK-USA. En attendant les premiers lancements, prévus pour 2040, les États-Unis fourniront, sous deux ans, trois voire cinq SNA à la marine australienne. Le budget officiel de ce programme dépasse les 200 milliards de dollars.

En plus de la montée en puissance navale, Aukus marque l'intégration de plus en plus poussée dans la marine américaine des marines britannique et australienne, de leurs arsenaux et de leurs équipages. Le projet comprend aussi des groupes de

recherche dans des domaines intéressants l'armement, depuis les missiles hypersoniques jusqu'aux ordinateurs quantiques nécessaires pour la guerre de l'espace. La marine japonaise, déjà en partie équipée par les États-Unis et coordonnée avec eux, ne devrait pas tarder à rejoindre cette alliance évidemment dirigée contre la Chine.

Pour justifier ce programme guerrier les porte-parole officiels et officieux de l'impérialisme américain montent en épingle la menace chinoise. Cela va du ridicule, comme l'interdiction du réseau social pour ados Tik-Tok, au terrifiant, en affirmant que la flotte chinoise serait désormais la plus puissante au monde.

La flotte chinoise, si l'on compte tous ses bâtiments

jusqu'à la plus modeste vedette des douanes, est certes la plus nombreuse. Mais la flotte américaine, sans même intégrer Aukus, l'OTAN et les autres alliés, reste de très loin la plus puissante. Les États-Unis détiennent 14 sous-marins nucléaires lanceurs d'engins à tête nucléaire, alors que la Chine en a sept. Et, surtout, ils arment 50 SNA soit la moitié de ceux en service

actuellement dans le monde, alors que la Chine en a neuf. Enfin, un seul des onze porte-avions américains, les plus gros, les plus rapides, les plus armés et les seuls dotés de catapultes, est plus écrasant et plus coûteux que les trois porte-avions chinois réunis.

Aujourd'hui le programme naval Aukus est une garantie de bénéfices considérables pour des marchands

de canons américains déjà multimilliardaires et, exceptionnellement, une fleur pour leur confrère britannique BAE Systems. Par la constitution d'une force navale intégrée, c'est aussi l'indication des camps d'un futur conflit général qui se dessinent et se préparent techniquement. Loin de défendre la paix, l'impérialisme promet la guerre.

Paul Galois

Quand France 2 relaie le Pentagone

Les grues portuaires d'un constructeur chinois, installées dans certains ports des États-Unis, seraient utilisées par la Chine pour espionner les déplacements de matériel de l'armée américaine. Cette intox, digne d'un site complotiste, a été lancée par le gouvernement américain et diffusée au journal télévisé de 20 heures de France 2.

Les fameuses grues

portuaires incriminées sont celles du fabricant chinois ZPMC. Elles sont parmi les plus modernes du monde. Le reportage de France 2 a indiqué sur un ton inquietant qu'elles sont bourrées de capteurs ultrasophistiqués et qu'elles sont pilotables à distance par ordinateur. Mais c'est justement pour ces qualités qu'elles sont vendues partout dans le monde et installées dans de très nombreux

ports de marchandises depuis des années, notamment en France, au Havre et à Dunkerque.

Le bourrage de crâne est loin d'être l'apanage des dictatures. Ceux qui essaient actuellement de faire avaler ces couleuvres à la population, en relayant une écœurante propagande guerrière antichinoise, sont de grands médias « bien de chez nous ».

P. R.

Grèce : la colère de la rue

Plus de dix jours après la catastrophe ferroviaire près de Larissa, sur la ligne Athènes-Thessalonique, qui a fait 57 morts, les manifestations contre le gouvernement de droite de Mitsotakis se poursuivent.

Le 8 mars, elles avaient déjà rassemblé 65 000 personnes dans différentes villes du pays. Le 12 mars, 12 000 manifestants ont parcouru les rues d'Athènes, 5 000 celles de Thessalonique.

La colère ne diminue pas. Plus l'enquête révèle de détails sur le déroulement de ce télescopage tragique entre deux trains, plus ils confirment la responsabilité des dirigeants des chemins de fer, du gouvernement actuel et des précédents, dans le délabrement du réseau ferré.

D'après des éléments d'un rapport publié par la presse, les pannes, les retards, les incidents se sont accumulés ce 28 février,

dont un qui aurait nécessité un changement de voie temporaire en raison d'un câble électrique sectionné. Connaissant une partie de ces dysfonctionnements, les deux conducteurs du train de voyageurs et du train de marchandises auraient cherché à communiquer, en vain vu la faiblesse du réseau. C'était fréquent mais, ce jour-là, l'accumulation fut fatale, il suffisait d'une erreur humaine que les équipements de contrôle et de communication défaillants ou inexistantes ne permettaient pas de rattraper.

Le chef de gare de Larissa, récemment en poste, a été placé en garde à vue, inculpé d'homicide par négligence. L'inspecteur de la



Sur la banderole : « Nos morts - Leurs profits »

circulation qui l'avait placé à ce poste et deux autres chefs de gare partis avant l'heure ont aussi été inculpés. Mais Mitsotakis a dû reconnaître des années de négligence, et présenter ses « profondes excuses ». Cela ne calme ni les syndicats, qui alertaient depuis des mois sur une catastrophe imminente, ni la population, en particulier les jeunes, très nombreux dans les cortèges pour dénoncer l'État responsable de la mort

de bon nombre de leurs camarades étudiants présents dans le train accidenté.

La machine judiciaire s'est mise en route et la Cour suprême a décidé de mettre en cause la haute direction des chemins de fer. Le procureur a demandé tous les dossiers d'accidents ferroviaires mortels pour réévaluer les enquêtes : l'un d'entre eux, un déraillement en mai 2017 sur la même ligne, près de Thessalonique, avait fait quatre morts et cinq blessés graves et l'enquête avait conclu à un excès de vitesse. Le procureur adjoint, lui, au nom de l'Autorité sur le blanchiment d'argent, est chargé d'enquêter sur les dirigeants des chemins de fer et les affaires de pots-de-vin lors des contrats avec des entrepreneurs.

L'enquête sur cette tragédie va-t-elle faire sortir tous les trafics, tous les arrangements du système ? On peut en douter. Quant à l'Union européenne et à ses banquiers, qui se plaignent d'avoir versé en vain 700 millions d'euros pour moderniser le réseau ferré, ils sont les premiers à avoir rançonné la population en lui imposant un régime d'austérité inégalé à travers une administration corrompue.

Le gouvernement grec ne peut que faire profil bas, d'autant plus que les élections législatives approchent. Mais ceux qui, dans les manifestations, crient « *Nous n'oublierons pas, nous ne pardonnerons pas* » ont raison. C'est bien dans la rue qu'ils peuvent se faire entendre et continuer à le faire.

Sylvie Maréchal

Syrie et Turquie : inaction criminelle

Une récente enquête émanant du Conseil des droits de l'homme de l'ONU dénonce « l'échec total (...) de la Communauté internationale » pour venir au secours des victimes du tremblement de terre du 6 février dernier.

Ce séisme de magnitude 7,8, suivi neuf heures plus tard d'un autre de magnitude 7,6, a tué plus de 50 000 personnes en Turquie et en Syrie et fait 200 000 blessés.

Concernant la situation en Syrie, le président de cette commission, Paulo Pinheiro, a relevé « les nombreux actes héroïques de la part des Syriens pour venir en aide aux victimes » qui mettent encore davantage en relief « l'échec total du gouvernement et de la communauté internationale, y compris des Nations Unies, à diriger rapidement l'aide vitale urgente vers le nord-ouest de la Syrie ». Il fallut en effet attendre l'allègement des sanctions imposées à la Syrie par les dirigeants américains et européens, et l'autorisation de Bachar al-Assad d'ouvrir deux autres passages dans la zone frontalière avec la Turquie pour acheminer l'aide humanitaire. L'ONU aurait dû

« agir sans attendre l'obtention des nouveaux points de passages frontaliers », dénonce la commission, ajoutant : « Une résolution du Conseil de sécurité n'est pas nécessaire lorsque vous avez des gens dans une situation désespérée. »

Plus de 13 700 bâtiments ont été détruits et 57 000 endommagés au point de devoir être démolis prochainement. Plus de 21 millions de personnes au total, dans les deux pays, ont vu leur vie basculer avec le séisme, d'après l'organisation Oxfam. Les hôpitaux, déjà habituellement débordés, en particulier en Syrie, du fait de la guerre, l'ont été encore davantage. Des millions de personnes sont toujours sans abri plus d'un mois après la catastrophe. « Nous sommes dans plusieurs régions – le territoire impacté par le séisme est grand comme trois fois la Belgique. [...] Dans le nord-ouest

de la Syrie notamment, nous sommes dans une région qui est encore en guerre. Où les infrastructures ont été détruites pendant une dizaine d'années, où la population est déjà terrorisée, où les services publics sont inexistantes ou inopérants. Si un séisme d'une même ampleur survient dans un pays en paix et prospère, cela se passerait différemment », expliquait le 6 mars dernier Sébastien Deschamp, un responsable de l'ONG Caritas.

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, s'est contenté, quelques jours après le séisme, de lancer un appel de fonds de 1,4 milliard de dollars pour financer une aide aux deux pays dévastés, au moment où des centaines de milliards sont engloutis dans les budgets militaires des pays occidentaux. Quand ils prétendent se soucier du sort des populations où que ce soit dans le monde, les dirigeants occidentaux ne font qu'établir leur cynisme et leur hypocrisie.

Aline Retesse

Jean-Paul II : la loi du silence

Un documentaire diffusé sur une chaîne privée polonaise a décrit comment, dans les années 1960-1970, celui qui était alors archevêque puis cardinal en Pologne, et allait accéder à la papauté en 1978 sous le nom de Jean-Paul II, avait couvert la pédocriminalité de certains prêtres sous sa responsabilité.

Les révélations sur l'Église catholique protégeant ce type de criminels se succèdent et celle-là ne surprendra pas. Mais les politiciens conservateurs au pouvoir en Pologne, alliés de la hiérarchie ecclésiastique qui a sanctifié le pape polonais, ne peuvent tolérer que son image soit

écornée publiquement. Le ministre des Affaires étrangères a donc convoqué l'ambassadeur des États-Unis – la chaîne de télévision étant la propriété de Warner – pour se plaindre d'une « guerre hybride » contre la Pologne. Le Premier ministre a même stigmatisé une « guerre civilisationnelle », rien de moins.

L'archevêque de Cracovie, lui, a dénoncé un « deuxième attentat » contre Jean-Paul II, désignant les coupables à ses yeux : ce serait « les tenants de l'avortement ». Et voilà ces messieurs en robe prétendant sauver les enfants... tout en protégeant leurs tortionnaires.

L. D.

Italie : mars 1943, les ouvriers montrent la voie

Le 5 mars 1943, un mouvement de grève commençait à Turin et gagnait l'ensemble du Nord de l'Italie, où se concentrait une grande partie de la production industrielle. Après plus de vingt ans de dictature fasciste et en pleine guerre mondiale, le prolétariat italien relevait la tête et infligeait un coup au régime de Mussolini.

Les conditions de vie des ouvriers étaient de plus en plus dures. Aux pénuries de marchandises et à l'absence de chauffage, s'ajoutait l'aggravation de l'exploitation, avec des journées de travail de 10 à 12 heures, le rétablissement du travail à la pièce. Tout cela sous les bombes que les armées alliées déversaient sur les quartiers populaires, entraînant des milliers de morts et de blessés et des milliers de familles déplacées ou contraintes de vivre au milieu des ruines.

Les travailleurs devaient se contenter de rations alimentaires parmi les plus basses d'Europe, avec 150 grammes de pain par jour et 100 grammes de viande par semaine. Dans le même temps, la bourgeoisie et les hauts dignitaires du régime fasciste étalaient leur richesse.

La dictature avait supprimé les syndicats, la grève était interdite et passible de l'accusation de haute trahison, mais le régime avait de plus en plus de mal à étouffer le mécontentement. Dès l'année 1942, des mouvements sporadiques avaient éclaté dans des usines du nord du pays pour réclamer l'augmentation des rations alimentaires ou des salaires. En octobre 1942,

des ouvrières, qui faisaient la queue depuis des heures devant le magasin de l'usine SPA, avaient pris d'assaut un camion de pommes de terre, le vidant de son contenu. Un rapport de l'OVRA, la police politique fasciste, indiquait alors : « *Il y a des arrêts de travail spontanés dans certaines usines et des risques de sabotage. On constate une désaffection diffuse du travail.* »

La grève de mars 1943

Début 1943, alors que l'impérialisme italien enchaînait les défaites et que les puissances de l'axe dont il faisait partie perdaient du terrain face aux Alliés, le mécontentement de la classe ouvrière s'exprimait de plus en plus. Ainsi, en février, alors que la ration de matières grasses n'avait toujours pas été distribuée à la fin du mois, les murs de tous les bâtiments officiels de la ville d'Arona, dans la province de Novare, se couvrirent du slogan : « *Nous voulons le gras ou la tête du podestà* » (le titre du maire sous le régime fasciste).

C'est à Turin que commença un mouvement massif. L'usine Fiat Mirafiori, avec ses 21 000 ouvriers, était la plus importante concentration ouvrière de la ville et c'est d'un de ses



Grève en juillet 1943 à la Compagnie italienne des produits explosifs à Spilamberto, près de Modène.

ateliers que partit la grève, le 5 mars 1943. Quelques dizaines de militants communistes, malgré la clandestinité, y agissaient.

La grève s'étendit d'abord à deux autres usines turinoises, la Rasetti et la Microtecnica. Puis, en quelques jours, tandis qu'elle cessait dans certaines usines, la grève commença dans d'autres et s'étendit à toute la province, jusqu'au val d'Aoste. À partir du 17 mars, le mouvement toucha la région de Milan et les usines Pirelli, Falck et Breda. Il arriva ensuite dans les usines d'Émilie, puis gagna le port de Marghera en Vénétie, pour se conclure dans les usines textiles, où les ouvrières prirent la tête des grèves qui allaient clôturer un mois de mobilisation, le 8 avril.

Malgré les arrestations, les tentatives d'intimidation ou au contraire de trouver un accord, la grève toucha 200 usines et entraîna près de 200 000 travailleurs. Elle prit des formes variées, de la grève de plusieurs jours aux arrêts de chaîne répétés, de 10 minutes à une heure, entrecoupés de grèves du zèle.

Du pain et la paix !

Les travailleurs voulaient manger à leur faim et pouvoir nourrir leur famille. La prime que le gouvernement accordait aux travailleurs déplacés, qui équivalait à 192 heures de travail, était revendiquée pour tous, de même qu'une prime de vie chère. Un manifeste rédigé par des militants communistes de Turin et signé « Le comité ouvrier », s'exprimait ainsi le 15 mars :

« *Ouvrières et ouvriers turinois. Il a suffi que nous arrêtions de travailler pour qu'on nous promette le paiement des 192 heures et la prime de vie chère. (...) Il faut maintenant nous les payer. Nous en avons assez des promesses, des tromperies, de la misère et de la guerre. [Nous voulons] le droit d'avoir et d'élire nos propres représentants. Ouvrières, ouvriers, la raison, la force et le nombre sont de notre côté. Vive la paix et la liberté !* »

Sous le gouvernement fasciste les revendications économiques prenaient une dimension politique évidente. Les rapports de l'OVRA faisaient part des espoirs entendus dans les usines « *que la grève accélère la fin de la guerre et du fascisme* ».

La grève contraignit le patronat à accorder des augmentations de salaire et le gouvernement fasciste à promettre des discussions, à partir du mois d'avril, sur l'établissement d'une prime de vie chère. La répression ne s'abattit que dans un deuxième temps, avec près de 2 000 ouvriers arrêtés et une partie d'entre eux traduits devant les tribunaux spéciaux.

Une perspective révolutionnaire ?

Loin d'être brisée, la résistance ouvrière allait se manifester à nouveau les mois suivants, alors que le régime fasciste était lâché par la bourgeoisie et par ses propres dignitaires, sous la pression des forces alliées et du débarquement anglo-américain, qui allait intervenir en Sicile en juillet 1943.

Pour les militants révolutionnaires de l'époque,

la signification de ces événements était claire. En France, les camarades à l'origine de notre courant politique écrivaient dans leur revue clandestine *Lutte de classe*, en août 1943, un article intitulé « *Les ouvriers italiens montrent la voie* » disant : « *À travers les informations tronquées (...) les événements d'Italie parlent un langage suffisamment clair pour qu'on ne puisse pas se méprendre sur leur sens. Ce sont les masses ouvrières qui, par des grèves puissantes, dans les villes industrielles du Nord, notamment à Milan, appuyées par tout le mécontentement populaire, ont précipité la chute du fascisme. (...) Elles ne pourront que recommencer au fur et à mesure que les masses prolétariennes et les soldats auront fraternisé pour des buts communs.* »

La crainte était réelle, du côté de l'impérialisme, que la fin de la guerre voie l'irruption des masses ouvrières sur la scène politique comme cela avait été le cas lors de la vague révolutionnaire de 1917-1920. En juillet, lors de la destitution de Mussolini par le Grand Conseil du fascisme, Churchill s'inquiétait d'une possibilité de guerre civile et du « *bolchévisme rampant* » parmi la classe ouvrière italienne. Ces craintes, la direction stalinienne du Parti communiste allait les calmer en se faisant l'artisan principal d'un Front national mettant la classe ouvrière à la remorque des intérêts de la bourgeoisie, prémices d'une politique contre-révolutionnaire qui allait être menée dans toute l'Europe à la fin de la guerre.

Nadia Cantale



Ouvrières d'une usine de l'Ansaldo pendant la guerre.

SNCF : en France aussi, les trains déraillent

Lundi 13 mars en fin d'après-midi, un train de marchandises qui évoluait sur le triage de Chartres a déraillé, les voies s'écartant sous son poids. Plusieurs wagons se sont retournés, déversant leur chargement de blé sur le ballast.

L'accident, qui n'a pas fait de victime, a aussitôt entraîné l'interruption de la circulation sur une voie toute proche empruntée par la ligne Chartres-Courtalain. Vu l'ampleur des dégâts, nul ne sait prédire la date du retour à la normale.

L'accident, qui aurait pu tourner à la catastrophe si un train Chartres-Courtalain était passé par là au même moment, est caractéristique de la course aux profits dans les transports. S'il est encore trop tôt pour en connaître les causes avec certitude, celui-ci ressemble en tout point au déraillement intervenu le 2 décembre dernier à proximité de la gare

d'Issoudun, où cinq wagons céréaliers avaient déraillé, bloquant plusieurs trains entre Orléans et Limoges et interrompant le trafic pendant six jours.

Ce dernier train de marchandise était un convoi privé appartenant à la société Millet Rail, spécialisée notamment dans le transport des céréales, et était assuré par Euro Cargo Rail, une filiale de la Deutsche Bahn. Vu les cours du blé depuis plusieurs mois, la société n'avait pas hésité à surcharger ses wagons bien au-delà du tonnage prévu.

D'un autre côté, c'est le mauvais entretien des rails et du ballast – voire l'absence d'entretien

sérieux – du fait de la réduction des effectifs et de la baisse des investissements dans les infrastructures de la SNCF qui explique la fragilité des voies. Lundi 13 mars, c'est aussi probablement sous le poids du convoi que les traverses ont cédé, provoquant l'écartement fatal des rails et la rupture des attelages.

En 2013, un mauvais entretien des voies était déjà à l'origine de la catastrophe de Brétigny, qui avait fait sept morts et 290 blessés. Dix ans après, bien peu a été fait et les déraillements sur les lignes secondaires sont maintenant réguliers.

Quant à la surcharge des wagons, au vu de la spéculation actuelle sur les prix des matières premières, elle n'est pas près de s'arrêter. Jusqu'à une prochaine catastrophe ?

Correspondant LO

Dassault : des profits avec la guerre

Jeudi 9 mars, Dassault Aviation publiait les résultats financiers de l'année 2022. Trappier, le PDG du groupe Dassault résumait alors la situation en qualifiant celle-ci d'« année historique ».

Les chiffres parlent en effet d'eux-mêmes. La trésorerie société, véritable caverne d'Ali Baba des actionnaires, explose à 9,5 milliards d'euros, avec 95 % d'augmentation ! Les dividendes versés aux actionnaires rentiers n'en souffrent pas pour autant et se portent même à merveille avec 20 % d'augmentation. Ce même jour, l'action Dassault bondissait de 12 %, augmentant ainsi de 38 % sur un an. On sait donc où trouver les profiteurs de guerre.

C'est dans ce contexte que ce même Trappier, lequel fait volontiers des discours sur « la valeur travail », entend clore les négociations

salariales avec une augmentation des salaires inférieure au rythme de l'inflation actuelle et à venir. L'an passé, après quatre mois de débrayages sur tous les sites de production, les travailleurs avaient imposé une augmentation mensuelle plancher de 107 euros net, soit 140 euros brut. Cette année, Dassault, échaudé par le précédent conflit, aimerait bien s'en tenir à une augmentation de 130 euros, mais la hausse des prix s'accélère et le compte n'y est donc pas. Depuis une quinzaine de jours, les débrayages ont donc repris sur plusieurs sites.

Avec un carnet de commandes de 164 Rafale et 39 Falcon qui restent à produire, les travailleurs ont en effet toutes les raisons de défendre leurs moyens d'existence, et pour cela, ils ont une arme : la grève.

Correspondant LO

Mayotte : la chasse aux pauvres

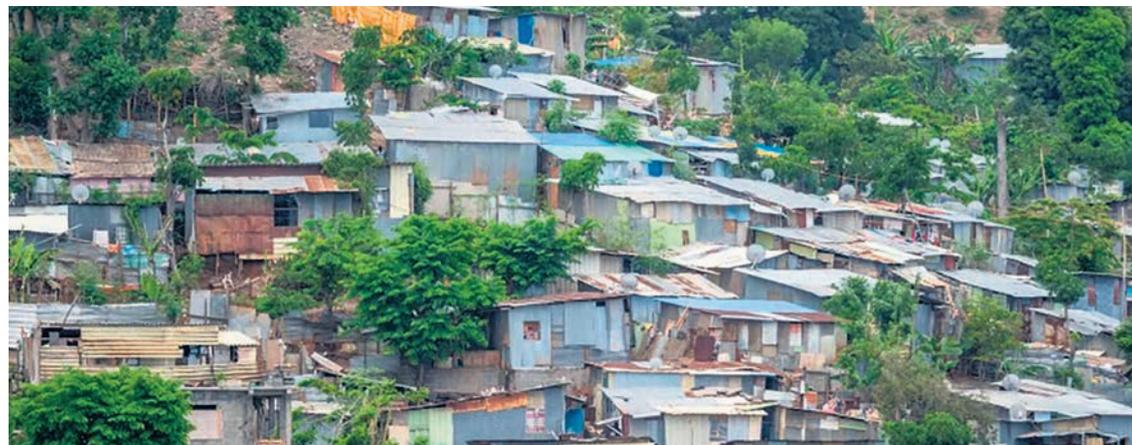
Sous prétexte de lutter contre l'habitat insalubre, la préfecture de l'île de Mayotte voulait entreprendre la destruction d'un bidonville construit sur une colline du nord.

Mais faute de proposition de relogement, obligatoire selon la loi Élan, le juge des référés du tribunal administratif a suspendu le projet de démolition mardi 1^{er} mars... la veille de la visite du ministre du Logement.

Lors de l'audience, les représentants de la préfecture, autrement dit de l'État, avaient pourtant essayé de faire passer le projet, en proposant... une dizaine de

relogements. Les quelque 500 habitants du quartier menacés de se retrouver à la rue, dont certains vivent là depuis trente ans, ne pouvaient évidemment pas accepter une pareille provocation.

L'habitat insalubre est un prétexte tout trouvé pour faire la chasse aux pauvres, à commencer par les immigrants comoriens qui, à bord de leurs kwassas-kwassas



(des barques de pêcheurs) tentent de gagner Mayotte, dans l'espoir d'y vivre un peu mieux. Lors de sa visite du 15 septembre pour soutenir les élus réactionnaires de l'île, le ministre de l'Intérieur Darmanin

s'était félicité d'avoir durci les conditions d'entrée des immigrants, en augmentant les forces de police et les bateaux intercepteurs. Il envisageait aussi de modifier le droit du sol afin de rendre plus difficile l'accès à la nationalité française, en exigeant qu'un des parents soit résident depuis au moins un an avant la naissance de l'enfant au lieu de trois mois, ce qui était déjà une exception par rapport au reste de l'État français.

Parallèlement, sous prétexte de lutter contre la criminalité, les services de la préfecture s'acharnent contre les cabanes en tôle où vivent les Mahorais ainsi que les migrants sans proposer de relogement, comme

dans le cas du quartier de Koungou dont les habitants avaient protesté.

Mayotte est de loin le département le plus pauvre de France, l'espérance de vie y est la plus faible, les salaires inférieurs à ceux de la métropole, les services de santé et d'éducation des enfants plus qu'insuffisants, tandis que le chômage explose : en 2022, il atteignait 34 % de la population, soit 4,5 fois la moyenne européenne.

Améliorer les conditions de vie des Mahorais n'est pas dans le programme du gouvernement. Sa politique consiste à écraser les plus pauvres, jusqu'à les chasser de leurs habitations de fortune.

Marianne Lamiral

Vingt-deux morts au large de Madagascar

Samedi 11 mars, au moins 22 personnes ont péri lors du chavirage de leur petit bateau à moteur en route de Madagascar vers Mayotte, et 23 ont pu être sauvées.

Malgré la pauvreté de cette île, seul territoire français au milieu des Comores, elle est un attrait pour de nombreux

Comoriens ou Africains encore plus pauvres qui, dans l'espoir d'une vie meilleure, tentent de gagner Mayotte en passant par l'île comorienne d'Anjouan.

Comme toutes les voies maritimes empruntées par les migrants, celle-ci est dangereuse, environ un millier de personnes

y périssent chaque année. Mais si Darmanin a renforcé la surveillance aérienne et le nombre de bateaux intercepteurs entre Anjouan et Mayotte, ce n'est pas pour aider les migrants qui seraient en détresse, mais au contraire pour leur barrer le passage.

M. L.

Tereos : attaque contre les travailleurs du sucre

La direction de Tereos France a annoncé le 8 mars un plan de suppressions d'emplois sur les sites d'Escaudœuvres ainsi que deux autres situés dans la Marne, aboutissant quasiment à la fermeture de ces trois usines.

Au total, il y aurait 150 licenciements. Il faut y ajouter ceux de plus de 300 travailleurs saisonniers qui interviennent sur le site pendant la campagne betteravière depuis des années en organisant leur vie autour de cela.

Le groupe géant Tereos, propriétaire entre autres de Béghin Say, justifie les fermetures par une baisse de la prochaine récolte de

betteraves faisant suite à l'interdiction des insecticides néonicotinoïdes, et ce alors que la récolte ne se fera qu'en septembre et que les betteraves ne sont pas encore plantées !

La direction a certes promis des reclassements dans d'autres sites, mais on sait que les promesses des patrons ne valent pas grand-chose.

Sur le site d'Escaudœuvres, les travailleurs avaient massivement débrayé la semaine précédente pour exiger des explications, l'absence de consignes de préparation de la prochaine campagne de betteraves paraissant en effet suspecte. La campagne d'extraction du sucre des betteraves court du début de l'automne au mois de janvier ou février. Lorsqu'elle est terminée, les travailleurs restent présents sur le site s'occupent de travaux de maintenance ou de la surveillance des silos de sucre. Or rien ne semblait

vraiment prévu sur le planning d'entretien. La direction a tenté de le justifier, sans réussir à convaincre et il y avait effectivement toutes les raisons de se méfier. Peu de temps après, elle dévoilait ses attaques contre les travailleurs qui se sont mis en grève et se relaient maintenant pour être présents jour et nuit. Des habitants viennent par solidarité, ainsi que des travailleurs d'autres entreprises du secteur qui sentent que les capitalistes sont à l'attaque et que seule une réaction collective peut les arrêter.

Les affaires du groupe Tereos ne vont pourtant pas mal, bien au contraire. Il annonce une hausse de son chiffre d'affaires de 35 % par rapport à la même période l'an dernier. C'est le quatrième grand groupe mondial sucrier, avec un résultat net de 172 millions d'euros en 2022. Mais les actionnaires en veulent plus, et c'est sur le dos des salariés qu'ils comptent faire plus de profits. Tereos peut et doit payer pour maintenir tous les emplois.

Correspondant LO

Nestlé-Buitoni : non à la fermeture

RATP : un nouveau protocole station et rien de bon pour les agents !

La RATP a présenté aux syndicats un projet de protocole qui, s'il était entériné, entraînerait un nouveau recul des conditions de travail pour les quelques milliers d'agents de station que compte l'entreprise.

Lundi 6 mars, à l'appel de la CGT, des agents se sont invités à une réunion de négociation pour exprimer leur refus de ce protocole. Entre autres, celui-ci prévoit qu'un agent devra prendre son service n'importe où sur la ligne et non dans son secteur, en étant informé de son lieu de travail uniquement la veille pour le lendemain. L'autre aspect qui fâche est que les stations seront encore plus dépourvues, laissant les voyageurs livrés à eux-mêmes.

Les problèmes des salariés et de l'insécurité ont aussi été abordés. Une agente a fait remarquer que lorsqu'elle est entrée à la RATP, le salaire minimal en station était à 80 % au-dessus du smic, aujourd'hui, il ne le dépasse que de 20 %. Une autre témoignait que sur la ligne B du RER, il fallait subir les comportements de plus en plus agressifs des voyageurs excédés par les retards à répétition. L'incurie de la direction a aussi été mise en cause. Des agents ont appris la mise en place

du passe Navigo Easy... à la télévision, d'autres en ont eu connaissance par les voyageurs !

En revanche la direction sanctionne les agents pour un oui ou pour un non. Elle a recours à une société privée chargée de les fliquer par l'intermédiaire de « voyageurs mystères ». N'importe quelle broutille peut déclencher un rapport de « situation inacceptable », comme par exemple se tromper de quelques dizaines de centimes sur le coût d'un passe Navigo.

La seule « situation inacceptable » est celle que les agents de station vivent au jour le jour et c'est cela qu'il faut changer.

Correspondant LO



À Caudry, le 13 mars.

Nestlé vient d'annoncer la suspension temporaire du fonctionnement de l'usine Buitoni de Caudry, dans le Nord, où a eu lieu le scandale des pizzas contaminées qui ont coûté la vie à deux enfants.

Mais cette suspension sonne, aux oreilles des salariés et des habitants de la ville, comme l'annonce d'une fermeture.

L'usine, modernisée et rouverte partiellement en décembre 2022, est déjà fermée. Les 200 salariés sont pour l'instant payés en attendant la décision définitive qui doit être prise en fin de mois.

Nestlé, trust richissime, justifie sa décision par la baisse des ventes de pizzas surgelées et en particulier des pizzas Buitoni. Dès maintenant la colère des salariés s'exprime. Ils se réunissent devant leur usine et ont manifesté lundi 13 mars. Ils ne sont pas dupes et dénoncent l'appât du gain de Nestlé qui est, en fait, la vraie raison de cette fermeture programmée.

Le ministre de l'Industrie

a déclaré qu'il n'y a pas de raison que les salariés soient les victimes collatérales d'un scandale sanitaire qui s'est produit il y a un an. Il a même donné quinze jours à la direction pour revenir avec des solutions concrètes. Mais en réalité une telle affaire a déjà eu lieu plus d'une fois. Nestlé, sans aucun scandale sanitaire, et alors que les ventes n'étaient même pas en baisse, a fermé une autre usine de la région, à Itancourt. Chaque fois, les ministres imposent quelques rendez-vous aux représentants du groupe et au final ils entérinent leurs décisions.

Les travailleurs doivent compter avant tout sur leurs forces, sur celles de leurs proches et des salariés des autres usines pour imposer le maintien des emplois.

Inès Rabah

Tarifs SNCF : le racket continue

À peine quelques semaines après avoir annoncé des hausses de tarifs, la SNCF prépare déjà de nouvelles augmentations.

La filiale SNCF Réseau, qui est responsable de la gestion des infrastructures ferroviaires, vient d'annoncer une hausse des péages qu'elle demande à tous les opérateurs faisant passer des trains sur ses voies. Sont concernées les entreprises, publiques ou privées qui transportent des voyageurs, comme l'autre filiale SNCF Voyageurs, ou les régions, pour la circulation des TER, ou

encore les entreprises de fret ferroviaire. Évidemment, tous ceux-là ont déjà annoncé qu'ils feraient payer ces augmentations à leurs clients d'une manière ou d'une autre : soit en augmentant les prix des billets, soit en diminuant le nombre d'allers-retours sur un trajet donné... soit les deux.

En augmentant ses péages, SNCF Réseau fait comme les compagnies

privées qui possèdent les concessions sur les autoroutes. Il n'y a pas à s'en étonner. Même si la SNCF est une entreprise publique, elle est dirigée avec des critères de rentabilité comme toute autre entreprise privée capitaliste : elle fait payer au maximum les voyageurs tout en aggravant constamment les conditions de travail des cheminots. C'est ainsi qu'elle a réussi à faire un bénéfice exceptionnel de 2,2 milliards d'euros en 2022.

Pierre Royan

Fonderie Lorraine : la grève paye

CEDRIC KEMPF



Mercredi 8 mars, les travailleurs de la Fonderie Lorraine à Grosbliederstroff, en Moselle, se sont mis en grève suite aux propositions de la direction d'une augmentation de 4% assortie d'une prime de 450 euros dans le cadre des négociations annuelles.

Vu l'augmentation des prix, la proposition a été ressentie comme une provocation et la grève appelée par l'intersyndicale (FO, CGT, CFDT, CFTC, CFE-CGC) a été suivie par la grande

majorité des travailleurs du poste de matin et poursuivie par l'ensemble des équipes, jusqu'en fin de poste d'après-midi, le jeudi 9 mars au soir.

L'entreprise, qui compte

actuellement 380 travailleurs et une centaine d'intérimaires, fabrique des pièces en aluminium entrant dans la composition des boîtes de vitesses de BMW et des moteurs électriques de Mercedes. Autant dire que les profits record annoncés ces derniers jours par les constructeurs automobiles étaient dans toutes les têtes : 18,6 milliards d'euros pour BMW, en hausse de 50% et 14,8 milliards d'euros, en hausse de 34% pour Mercedes. Cela confortait les travailleurs de l'usine à demander leur dû aux deux équipementiers automobiles allemands, Voït Automotive et ZF, qui possèdent actuellement la Fonderie Lorraine et ne sont pas en reste en termes de résultats.

Après quelques heures de grève, la direction a dû

revoir sa copie, augmentant la prime à 2 150 euros et proposant 30 euros brut d'augmentation des salaires. On était bien loin des 300 euros revendiqués par l'intersyndicale et l'appât d'une prime plus importante n'a pas fonctionné, certains travailleurs disant : « La prime c'est une fois et après plus rien. » Le directeur a eu beau pleurer, disant que, à Continental, un groupe bien plus riche, les travailleurs de la ville voisine de Sarreguemines ont obtenu bien moins, rien n'y a fait. C'est donc la direction allemande de ZF, qui a fini par se déplacer, concédant aux grévistes une augmentation de 150 euros brut avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2023 ainsi qu'une prime de 1 500 euros. Pour les travailleurs, c'était la confirmation, comme cela

se disait sur le piquet de grève, que « la direction du site n'a aucun pouvoir, ce sont les donneurs d'ordres, les actionnaires, qui ont l'argent et qui doivent venir négocier ».

Conscients que les prix vont continuer à flamber, les travailleurs ont également imposé une augmentation de 115 euros dès janvier 2024, à renégocier à la hausse si l'inflation en 2023 dépasse les 6% ainsi qu'un engagement écrit sur le maintien du nombre d'emplois en CDI. Même si le compte n'y est pas complètement, ils ont repris avec le sentiment d'avoir fait plier le patron et se disent prêts à réutiliser dès qu'il le faudra l'arme de la grève, dont les deux jours seront payés.

Correspondant LO

Novares – Libercourt : le patron a dû céder

Novares, située à Libercourt, dans le Pas-de-Calais, est une entreprise de sous-traitance automobile qui fournit en flux tendu des pièces plastiques pour Toyota. Les travailleurs ont fait grève pour des augmentations de salaire du lundi 6 mars au lundi 13 mars.

Deux réunions de négociations salariales ayant eu lieu courant février et début mars sans que la direction ne propose rien, les travailleurs ont décidé d'agir. Lundi 6 mars, les trois équipes se sont mises en grève et le nombre de grévistes, environ 150 sur les 250 que comptent l'entreprise, a été suffisant pour que, dès le mardi, l'usine de Toyota soit à l'arrêt, les salariés étant placés en chômage partiel. La grève de Novares a provoqué le plus long arrêt de Toyota depuis le Covid, avec 5 000 voitures non produites.

Mercredi 8 mars, la direction de Novares a annoncé qu'elle mettait fin unilatéralement aux négociations. Le directeur et des cadres sont venus dire que la grève mettait en danger l'avenir du site, mais les travailleurs ne se sont pas laissés intimider. Quand, après avoir tenté de les effrayer sur l'avenir de site, le directeur a demandé s'il y avait des questions, personne ne lui a répondu et il est reparti comme il était arrivé, seul.

Les travailleurs sont restés unis tout au long de la grève, aucun n'a repris

le travail. Jeudi 9 mars, les grévistes ont appris qu'une autre usine d'assemblage de Toyota en République tchèque était à l'arrêt pour manque de pièces. D'autres sous-traitants de Toyota ont également été en chômage partiel. Le lendemain, la direction a tenté un dernier coup de bluff en faisant livrer par une société privée une lettre au domicile de tous les travailleurs. Toujours les mêmes arguments sont avancés, selon lesquels il serait impossible d'augmenter les salaires, Novares aurait perdu la confiance de Toyota, la grève menacerait l'avenir de l'usine. La direction voulait faire douter les travailleurs avant le week-end, espérant que les problèmes d'argent de chacun l'emportent sur la détermination.

La petite équipe de six travailleurs du week-end a alors décidé de se mettre aussi en grève, redonnant du moral à tous. Lundi 13 mars, quand la direction a vu que les travailleurs étaient prêts à entamer une deuxième semaine de grève s'ils n'obtenaient pas satisfaction, elle a finalement cédé.

Les travailleurs ont obtenu l'application immédiate de la nouvelle grille salariale de la branche plasturgie et 5,5% d'augmentation. Sur la base des salaires actuels, cela fait 8,24% d'augmentation soit 120 euros net pour un salaire de 1 500 euros net. Ils ont aussi obtenu deux primes de 400 euros, soit 800 euros au total, ce qui couvre les jours de grève, et une prime transport de 2 euros net par jour, soit environ 40 euros par mois. Enfin, la direction, qui prévoit cinq samedis travaillés pour rattraper la production, a dû céder une prime de 70 euros brut pour chaque samedi travaillé en plus des heures majorées.

Après une semaine de grève, à la signature du protocole de fin de conflit, une autre usine du groupe implantée à Vire, en Normandie, se mettait à son tour en grève pour des augmentations de salaire.

Correspondant LO

Dans les bulletins Lutte ouvrière

No comment

La campagne de recrutement du CHU a commencé. On peut lire sur les panneaux des slogans du genre : « Plutôt cardio ou néphro ? » ou « Plutôt bloc ou post-op ? ».

La réalité fait moins rêver puisque tu te retrouves avec un planning de nuit, dans un secteur que tu n'as pas choisi et avec un CDD de trois semaines !

Alors : « Plutôt exploitation ou exploitation ? »

Hôpital – Angers

La grève, c'est l'anti-Véran

Au contrôle, on nous demande de faire cette annonce dans le train : « la planète vous remercie d'avoir choisi TGV Inoui... »

Et quand les trains ne roulent pas pendant la grève, la planète vous remercie aussi... Vive la grève !

SNCF – Nantes-Angers

De quoi avoir la rage

Pour de nombreux intérimaires, les 5 jours chômés ne vont pas être payés à la fin du mois. Mais le loyer et les courses, il faut bien les payer. Nos salaires sont déjà bien trop bas, hors de question de perdre 5 jours !

PSA – Poissy



Airbus Helicopters – Marignane : des débrayages qui ne passent pas inaperçus

Début mars, plusieurs débrayages se sont succédés à l'usine Airbus Helicopters de Marignane, réunissant chaque fois entre 90 et 140 personnes, avec des prises de parole de travailleurs de différents secteurs.

La mobilisation a commencé en janvier contre le recul de l'âge de la retraite à 64 ans. Près de 600 salariés, ouvriers, techniciens et cadres, ont participé à des journées de manifestation sur Marseille. Mais les discussions se poursuivent sur les salaires insuffisants, les conditions de travail et la pression qui s'intensifie, ainsi que sur le nouvel accord Reload.

Signé par tous les syndicats du groupe Airbus, sauf la CGT, cet accord devrait s'appliquer au 1^{er} janvier 2024 et suscite beaucoup d'inquiétudes, car il remet à plat le temps de travail et les rémunérations. Perte du flexible qui permet de moduler les horaires, jours de RTT en moins, pauses qui ne seraient plus payées, mais aussi salaire lié au poste occupé et non plus aux qualifications, etc., la liste des reculs annoncés est longue, et la direction maintient le flou sur le reste.

Du coup, le mécontentement monte. Jeudi 2 mars, sur la chaîne Écureuil, une

trentaine d'ouvriers qui voulaient des explications sur les futures classifications ont débrayé et sont montés au local de la CGT. Un débrayage commun à d'autres secteurs de la production était proposé pour le lendemain. Tout le NH, une autre chaîne de fabrication d'hélicoptères, y a participé, ainsi que des ouvriers venant de la mécanique ou de la maintenance.

À partir du mardi 7 mars, des débrayages d'une heure ont eu lieu chaque matin au centre de l'usine. Ils sont passés de 90 à 140 participants le 9 mars. La présence d'une quinzaine de femmes de ménage d'une entreprise sous-traitante a été remarquée, mais aussi l'intervention d'un intérimaire qui dénonçait leur situation précaire.

Bien sûr, la plupart des participants avaient conscience qu'il faudrait être bien plus nombreux pour se faire entendre de la direction. Certains ont réussi à entraîner d'autres

ouvriers de leur entourage à ces rassemblements, qui sont devenus des assemblées générales, où chacun pouvait prendre la parole avec son cœur et ses mots pour dire sa colère, affirmer ses revendications. Seule la CGT a apporté son soutien, son secrétaire était présent. Mais, qu'ils soient syndiqués ou non, et quel que soit leur syndicat, tous considéraient que les débrayages étaient d'abord leur œuvre collective et que la démocratie qui s'y exprimait était précieuse.

La revendication qui revenait était la nécessité

d'augmenter les salaires de tous, embauchés, intérimaires et sous-traitants, d'au moins 300 euros net. Beaucoup témoignaient de l'aggravation de l'exploitation, des inquiétudes et incompréhensions liées à Reload. Dans un premier recul, la direction a annoncé que les pauses seraient finalement payées.

Toute la semaine, des délégués syndicaux, qu'on n'avait pas vus appeler aux manifestations nationales, sont passés dans les ateliers dire qu'on ne peut pas débrayer ainsi. Des chefs dénonçaient une prétendue manipulation.

Un directeur a même lancé dans un secteur mobilisé que, si les débrayages continuaient, un gros contrat serait perdu au profit d'un site allemand, mais le chantage est tombé à plat.

Ces expériences, comme les discussions des derniers jours, sont dans toutes les têtes. Et comme une clause de revoyure des réunions sur les salaires pour rattraper l'inflation de 2022 est prévue prochainement, chacun se dit qu'il faudra faire entendre à nouveau la revendication de 300 euros net pour tous.

Correspondant LO



Contre la réforme des retraites à Marseille, le 7 février.

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mars 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Grande-Bretagne : Sunak s'attaque aux migrants

Le gouvernement conservateur de Rishi Sunak vient de présenter un nouveau projet de loi contre l'immigration dite illégale. À cette occasion, sa ministre de l'Intérieur, Suella Braverman, a franchi un pas de plus dans l'ignominie.

Le texte présenté mardi 7 mars à la Chambre des communes prévoit d'interdire à tout migrant qui arriverait illégalement sur le sol britannique de formuler une

demande d'asile. Tout arrivant illégal, homme, femme ou enfant, serait arrêté puis déporté vers un autre pays, par exemple le Rwanda, avec qui le Royaume-Uni a

signé un accord à cet effet en 2022. Et il lui serait interdit à vie de demander l'asile à la Grande-Bretagne.

Le projet de loi vise d'abord celles et ceux qui tentent de rejoindre le pays en traversant la Manche à bord d'embarcations de fortune. Venus d'Afghanistan, d'Irak ou encore de Syrie, au nombre de 45 000 en

2022 et de 3 000 depuis le début de l'année, ils ont en commun de fuir une misère et des guerres dont les puissances impérialistes comme le Royaume-Uni sont les premiers responsables. Braverman en parle comme d'une « invasion », alors que son pays accueille deux fois moins de réfugiés que la France et trois fois moins que l'Allemagne ! En proportion de sa population, la Grande-Bretagne ne se classe d'ailleurs qu'au 19^e rang en Europe pour ce qui est du nombre de demandeurs d'asile accueillis.

De telles dispositions seraient si brutales que le projet a suscité la réprobation, non seulement des associations de défense des migrants, mais aussi de différentes Églises et du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, qui considère que la loi dérogerait au droit international. La réaction la plus remarquée outre-Manche a sans doute été celle de Gary Lineker. Star du foot des années 1990, celui-ci a tweeté, à juste titre, que la rhétorique de Braverman était « semblable à celle utilisée

par l'Allemagne dans les années 1930 ». Pour ce tweet, la BBC l'a d'abord suspendu de ses fonctions de commentateur sportif, avant de le réintégrer, au vu du large soutien qu'il a reçu.

Le gouvernement anglais continuant de faire face à des grèves à répétition sur les salaires, essaie de détourner la colère des travailleurs britanniques contre plus pauvres qu'eux. Jusqu'à présent, cette instrumentalisation est tombée à plat. La meilleure réponse à cette démagogie antimigrants et finalement antiouvrière, ce sera la poursuite des luttes en cours, sur le terrain de classe qui est le leur.

Mercredi 15 mars, le gouvernement devait présenter son budget, qui ne comprend pas d'enveloppe pour répondre aux revendications salariales des salariés du public, mais est taillé sur mesure pour la bourgeoisie. Des employés des ministères aux enseignants en passant par les agents du métro londonien, les travailleurs étaient nombreux à prévoir d'être en grève et dans la rue ce jour-là.

Thierry Hervé



Sauvetage sur une côte britannique.

Accord de brigands par-dessus la Manche

Le torchon ne brûle plus entre les gouvernements français et anglais : vendredi 10 mars, Emmanuel Macron et le Premier ministre britannique se sont rencontrés et mis d'accord pour renforcer la chasse aux migrants qui tentent de traverser la Manche en direction de l'Angleterre.

En 2021 Johnson et Macron se renvoyaient mutuellement la responsabilité des naufrages de migrants, le Premier ministre britannique voulant même renvoyer ceux qui avaient réussi la traversée, alors que le gouvernement français reprochait à l'État anglais sa faible participation financière pour la surveillance des plages du Nord. Mais aujourd'hui les deux gouvernements font face à des mouvements sociaux importants et la question de l'immigration est un bon dérivatif. Prendre les migrants pour cible est devenu la recette commune pour tenter de faire diversion. Chacun joue sa partition : le gouvernement français prévoit de renforcer la loi asile-immigration en entravant un peu plus le regroupement familial. Quant



au gouvernement anglais, il prépare une loi pour pouvoir renvoyer les migrants entrés illégalement sur le territoire sans même examiner leur demande d'asile.

L'entente est donc maintenant parfaite : Rishi Sunak a promis une enveloppe de 543 millions sur trois ans à Macron pour permettre la construction d'un nouveau centre de rétention à Dunckerque et le déploiement de

500 gendarmes supplémentaires sur les plages de la Manche.

Les associations d'aide aux migrants sont vent debout contre cette nouvelle coopération qui va rendre encore un peu plus difficile la traversée de la Manche. Pour autant 45 000 personnes ont tenté et réussi la traversée en 2022. Le directeur général de Médecins sans frontières a dénoncé « le cynisme à toute épreuve » des dirigeants français et britanniques, en ajoutant : « Cette coopération » jamais vue « ignore la souffrance des migrants et se moque de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. »

Faire de la Manche une mer quadrillée de drones et de patrouilles comme la Méditerranée n'empêchera certainement pas les tentatives de traversée, mais les rendra plus difficiles. La Manche, à l'instar de la Méditerranée, risque de devenir de plus en plus un cimetière.

Aline Urbain



27, 28 et 29 mai : la fête de Lutte ouvrière à Presles

L'édition 2023 de la fête de Lutte ouvrière aura lieu samedi 27, dimanche 28 et lundi 29 mai à Presles (Val-d'Oise). Nous publierons dans les prochaines semaines des précisions sur le programme de ce rassemblement politique et festif.

La carte d'entrée à la

fête est au tarif promotionnel de 15 euros en prévente jusqu'au samedi 15 avril. Les bons d'achat coûtent 4 euros, pour une valeur de 5 euros pendant la fête.

Nos amis peuvent se procurer cartes et bons auprès de nos camarades, ou sur notre site

<https://fete.lutte-ouvriere.org/>